D É C R E T

N.º 2070.

D E L A

CONVENTION NATIONALE,

Du 24.^e jour de Nivôse, an second de la République Française,
une & indivisible,

*Relatif au prix des Chevaux destinés au service
de la République.*

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu son comité de la guerre, considérant que dans quelques communes l'estimation des chevaux destinés au service de la République a été portée à un prix excessif, tandis que par-tout ailleurs cet abus n'a pas eu lieu; qu'il est urgent d'arrêter la cupidité de certains vendeurs qui se sont écartés des sages mesures prises par les représentans du peuple, pour la fixation du prix des chevaux de la levée extraordinaire;

Considérant en outre qu'un décret n'accorde que huit cents livres à l'officier de cavalerie qui perd son cheval dans une action, & que ce ne pourroit être que par une fausse interprétation donnée à l'article VII de la loi du 17 Vendémiaire, que le trésor national se trouveroit grevé, s'il n'y étoit apporté un prompt remède, décrète:

A R T I C L E P R E M I E R.

Le prix des chevaux destinés au service de la République, dont la levée est ordonnée par la loi du 17 Vendémiaire,

Casi
bliu
Frc
17333

no. 134

THE
LIBRARY

n'excédera pas mille livres pour le cheval taille de cavalier, neuf cents livres taille de dragons, huit cents livres taille de chasseurs ou hussards, & mille livres pour le cheval propre à l'artillerie & aux charrois.

I I.

Les chevaux dont il continuera d'être fait acquisition pour remplir les contingens ordonnés par la loi, seront estimés à dire d'experts sous les conditions ci-dessus prescrites.

I I I.

Les citoyens qui, en vertu de la loi du 17 Vendémiaire, ont livré des chevaux pour le service de la République au-dessus du prix ci-dessus déterminé, sont tenus d'en rétablir sur-le-champ l'excédant dans les caisses de district, & les officiers d'infanterie & autres militaires désignés par la loi du 16 Brumaire, dans les caisses des payeurs des armées, sous les peines portées par la loi du 29 septembre. Les officiers municipaux des lieux, ainsi que les commissaires des guerres, en poursuivront les auteurs, chacun en ce qui les concerne, & ce sous leur responsabilité.

I V.

Les cantons ou municipalités qui n'ont pas encore fourni leur contingent en chevaux, armement & équipement, sont tenus d'y satisfaire dans les vingt jours qui suivront la publication du présent décret.

V.

Ce délai expiré, les officiers municipaux en retard qui ne pourront pas justifier de leurs diligences seront destitués, & les directoires de district, ainsi que les agens préposés à cet effet par les représentans du peuple, seront remplir les contingens

aux frais de ces officiers municipaux , ou par leurs communes s'ils sont indigens.

V I.

Les corps administratifs, les agens nommés par les représentans du peuple dans les divisions , tiendront la main à la prompte exécution du présent décret. La Convention nationale s'en rapporte également au républicanisme des sociétés populaires.

Visé par l'inspecteur. Signé S. E. MONNEL.

Collationné à l'original , par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 28 Nivôse, an second de la République une & indivisible. *Signé DAVID, président; PERRIN & PELLISSIER, secrétaires.*

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la République. A Paris, le vingt-huitième jour de Nivôse, an second de la République Française, une & indivisible. *Signé BOUCHOTTE. Contresigné GOHIER.* Et scellée du sceau de la République.

Certifié conforme à l'original.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

An II.^e de la République.

1800

...

...

...

...

...

...

...